

Charte Économie Solidaire de l'Art



Le projet Économie Solidaire de l'Art

Au début de l'été 2014, quatre artistes ont créé le groupe de réflexion Économie Solidaire de l'Art, visant à améliorer la situation économique des artistes plasticiens en France. Aujourd'hui, alors que le groupe initial s'est agrandi¹, la page réunit désormais près de 10000 personnes : artistes, critiques et journalistes, commissaires, responsables d'institutions et d'associations, professionnels de la culture, étudiants d'écoles d'art...

À l'origine et au centre d'une économie de l'art qui donne lieu à une intense activité, les artistes plasticiens et les indépendants du secteur travaillent - paradoxalement - pour la plupart d'entre eux dans une grande précarité. Les logiques d'excellence qui régissent légitimement le monde de l'art ne justifient ni le travail gratuit ou précaire de ses acteurs, ni les écarts croissants entre la production des œuvres et la distribution de la valeur qui en résulte. Contrairement aux réflexions et mouvements menés autour du régime des intermittents du spectacle, les auteurs du secteur des arts visuels n'ont pour leur part jamais ouvert à grande échelle un débat sur les conditions de leur rémunération et de l'exercice de leurs activités. Le projet Économie Solidaire de l'Art vise à discuter et à formaliser des dispositifs permettant d'améliorer significativement cette situation, en impliquant l'ensemble des acteurs concernés, privés et publics.

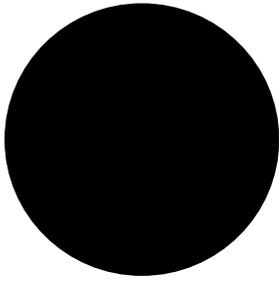
Il est aujourd'hui possible de dépasser l'individualisme et l'isolement des acteurs du secteur et d'inventer de nouveaux dispositifs solidaires de soutien à la création contemporaine. Le débat est ouvert; Le groupe Économie Solidaire de l'Art invite le plus largement possible l'ensemble des professionnels de la filière à y participer. Notre projet est disponible sur notre page Facebook et sur notre site. Outre une réflexion sur les logiques de rémunération, il propose notamment la création d'un fonds de soutien, une présence systématique des artistes et des auteurs dans les commissions de bourses et de résidences ainsi qu'un mécanisme de financement du régime des retraites.

Ce projet s'inspire d'exemples existants. Au Canada, la charte CARFAC-RAAV garantit les rémunérations minimales des artistes pour toute intervention depuis 1968. Les projets *Paying Artists* (UK), *Wage For Work* et *The Brooklyn Commune* (USA), *Haben und Brauchen* (Allemagne) militent également dans ce sens. En France, on se réfère notamment à l'étude *Observation participative et partagée des arts visuels en Pays de la Loire* publiée en 2013 dans le cadre de la Conférence Régionale Consultative de la Culture (CRCC), qui a donné lieu par la suite à l'élaboration d'une première ébauche de charte professionnelle. Les réflexions déjà menées par les organisations telles que le CIPAC ou la Fraap alimentent également ce projet. Enfin, on peut également se référer aux mécanismes de soutien mis en œuvre par le CNC et le CNL, et qui ont contribué de manière décisive au développement économique des filières du cinéma et du livre.

Le projet est consultable sur notre page Facebook et sur le site www.economiesolidairedelart.net

Liens CARFAC-RAAV : carcc.ca/documents/PDFfre.pdf / *Paying Artists* : payingartists.org.uk / *Wage For Work* : wageforwork.com / *Haben und Brauchen* : habenundbrauchen.de/en / Observatoire participatif des Pays de la Loire : paysdelaloire.fr/uploads/tx_oxcsnewsfiles/OPP_Arts_Visuels_2013.pdf

¹ Voir www.facebook.com/groups/economiesolidairedelart.
Créé par Pierre Beloüin, Carole Douillard, Thierry Fournier et P. Nicolas Ledoux,
le groupe a été rejoint ensuite par Damien Béguet et Grégory Jérôme.



Charte Économie Solidaire de l'Art



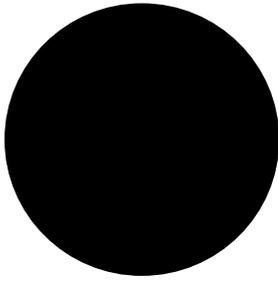
Charte Économie Solidaire de l'Art - préambule

L'inspiration de la Charte Économie Solidaire de l'Art est à la fois éthique et économique. Elle vise à faire valoir une rémunération pour toute prestation sollicitée auprès des artistes, commissaires d'exposition, critiques d'art, graphistes, photographes, régisseur-euses, médiateur-trices, agent-e-s d'art et assistant-e-s exerçant leur activité sous un statut d'indépendant. La charte ne concerne pas les collaborateur-trice-s ou intervenant-e-s salarié-e-s.

Si le code de la propriété intellectuelle est très clair quant à la rémunération du droit de présentation publique, plutôt donc que d'imaginer de nouvelles mesures législatives, cette charte vise une mise en œuvre spontanée et volontaire de la rémunération des auteurs par les lieux eux-mêmes, qui permettrait de renverser la tendance actuelle par un effet vertueux.

La Charte propose des principes éthiques et de rémunération applicables à toute situation de production, exposition, présentation, diffusion, publication, appel à projets, concours, etc. en France. À charge pour chaque structure qui s'engage à respecter ce principe de le mettre en œuvre en cohérence avec ses moyens financiers et de le faire savoir. Il nous semble capital de laisser les acteurs déterminer eux-mêmes, autant que possible par voie de négociation, le taux ou le montant des rémunérations appliquées, en proportion de leur ambition, de la considération qu'ils portent au travail artistique et de leurs budgets – l'application d'une grille de type forfaitaire s'avèrerait inadaptée à la majorité des cas de figure, le principal écueil étant la multiplicité des situations et leurs spécificités. Cette liberté suppose donc une certaine transparence et une réciprocité d'engagement, qui témoigne de l'éthique de cette charte.

Ce sont les acteurs eux-mêmes (créateurs, auteurs, professionnels,...) qui veilleront au respect et à la mise en œuvre de cette Charte par les lieux qui se seront engagés à l'appliquer. Cette évaluation «par les pairs» pourra le cas échéant être publiée sur le site Économie solidaire de l'art, permettant ainsi une mise en avant des structures qui respectent la charte.



Charte Économie Solidaire de l'Art



Cette charte s'adresse aux institutions, centres d'art, galeries, associations et toutes les structures publiques et privées qui exposent, vendent, éditent, publient, exploitent des œuvres en France.

On désigne ici par «auteur.e» les artistes plasticiens, graphistes, photographes, commissaires et par «création» leurs œuvres et productions, qu'elles soient matérielles, immatérielles, textuelles, graphiques, logicielles, scénographiques, performatives. Les lieux qui s'engagent à adopter cette Charte peuvent le faire savoir en apposant le macaron disponible sur le site ESA sur leurs documents de communication et de signalétique.

•1 Rémunération de création et/ou diffusion.

Toute production, exposition, diffusion ou publication d'une création (plastique, graphique, textuelle, photographique, curatoriale, etc.) donne lieu à une rémunération de l'auteur.e.

•2 Prise en charge de la production.

Les frais de production et de déplacement (voyage, repas, hébergement) relatifs aux situations de création sont systématiquement pris en charge par la structure hôte et sont toujours distincts des rémunérations de création et/ou de diffusion.

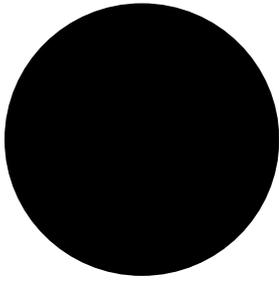
•3 Rémunération de participation.

Le fait qu'un-e auteur-e se rende sur place pour une conférence, répétition, montage, workshop, etc (toute activité distinctes de la création elle-même) donne lieu à une rémunération spécifique supplémentaire.

•4 Tout appel à projet nécessitant une production intellectuelle et/ou graphique autre que la présentation d'un devis et/ou d'un dossier de références donne lieu à une rémunération de tou-te-s les participant-e-s, lauréat compris et quelle que soit l'issue du projet, réalisé ou non*.

•5 Le montant de la rémunération est déterminé en proportion du budget et de l'ambition de chaque structure hôte. Les critères suivants sont pris en considération pour la négociation entre l'auteur.e et la structure hôte : notoriété, fréquentation, dotation générale et visibilité du lieu, nombre d'auteur-e-s invité-e-s, nombre et durée d'évènements produits annuellement. Plus l'évènement participe de manière importante à la programmation du lieu, plus il est attendu que la rémunération soit conséquente.

* Cf. notamment la circulaire relative aux règles et bonnes pratiques en matière de marchés publics de design (NOR : MCCCDD 1514254C du 10 juillet 2015 du Ministère de la culture et de la communication)



Charte
Économie
Solidaire
de l'Art



Logo pour votre site internet, publication, communication, signalétique
disponible en téléchargement sur :
www.economiesolidairedelart.net

